

La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail du comité social d'administration académique s'est réunie en visioconférence pour une séance extraordinaire présidée par le recteur Stanek, en présence de M^{me} Pinset, secrétaire générale d'académie (SG) et M^{me} Kheder, secrétaire générale adjointe directrice des ressources humaines (DRH).

On se serait cru retourné à l'époque du Covid où l'instance était réunie pendant une demi-heure pour faire l'équivalent d'un point presse. Une nouvelle Bible de la canicule, le "Plan ministériel de gestion des vagues de chaleur" publié dans le Bulletin officiel n° 22 du 28 mai 2026 (<https://www.education.gouv.fr/bo/2026/Hebdo22/MENG2614252C>) sert bien évidemment de base à l'administration pour... pour faire quoi d'ailleurs ? C'est sur les conseils du Ministère de l'éducation nationale (MEN) que nous avons été réunis. Il nous a été confirmé que **les décisions doivent être prises localement, au cas par cas**. Il n'y a donc aucun cadrage officiel et toutes les actions reposent principalement sur l'appréciation des chefs d'établissement et des directeurs d'école. Le recteur a pris la peine de préciser que l'accueil ne doit pas se faire dans n'importe quelles conditions. Le rectorat fait tout de même 2 remontées par jour au MEN. En ouverture de séance, le recteur a fait un état des lieux pour l'académie :

- écoles → 230 aménagements (environ 1/4) ; 70 fermetures.
- collèges → 48 aménagements (environ 1/3) ; 6 fermetures dans l'Aube (vigilance rouge canicule).
- examens dans les lycées → des permutations de candidats aux oraux pour permettre aux élèves vulnérables pour raison de santé de se présenter en évitant les plus fortes chaleurs. Les services ont aussi appelé individuellement, certaines familles pour procéder à des permutations pour des élèves qui avaient des pathologies particulières qui pouvait les exposer particulièrement (diabète...) en accord avec les familles et puis en mobilisant des créneaux disponibles. C'est un nombre très limité de cas qui sont particuliers, on était hier à une dizaine de cas sur l'ensemble de l'académie.
- pour le moment, tous les examens prévus, y compris le diplôme national du brevet (DNB) devraient se dérouler normalement.

Nous n'avons pas bien compris quelle décision avait été prise pour les correcteurs de l'épreuve de lettres du DNB qui sont invités à débiter leur mission le mercredi 1^{er} juillet... en début d'après-midi. Peut-être que pour certains centres de correction il serait possible de commencer le matin mais rien n'est moins sûr.

La FSU a posé une question relative aux personnels vulnérables. Ils doivent bénéficier d'aménagements de leurs conditions de travail ou, si cela n'est pas possible d'autorisation spéciale d'absence (ASA). Les chefs d'établissement (donc second degré) ont été réunis en visioconférence et informés qu'ils pouvaient délivrer ces ASA. Comment un personnel de direction pourrait-il prendre une telle décision dans le respect du secret médical ? Elle relève en théorie du médecin du travail... Nous avons donc été très surpris d'apprendre que c'est au chef d'établissement d'apprécier la situation et de prendre la mesure qui s'impose. Quid du premier degré ou des services administratifs qui n'ont pas été évoqués ?

Le recteur doit prochainement nous convier à un autre point d'étape sans en préciser la date. Il précédera un bilan global réalisé en fin de période caniculaire. Un travail plus conséquent sera entrepris (enfin ?!) après la rentrée de septembre 2026 pour préparer l'été 2027. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

La FSU fait à ce jour le constat suivant :

Il y a les écoles fermées. Mais il y a aussi les écoles ouvertes. Et celles ouvertes mais qui conseillent aux parents de garder les enfants avec eux l'après-midi. Sans oublier celles qui incitent fortement à ne pas les amener en classe. Mais combien d'élèves sont finalement à l'école M. le Ministre ?

Depuis plusieurs années, la FSU interpelle le ministère de l'Éducation nationale pour sortir du bricolage institutionnalisé qui fait office de plan canicule. Les recommandations de bon sens ne sont ni opérationnelles, ni suffisantes.

La FSU intervient à tous les niveaux pour que les personnels puissent travailler dans des conditions respectueuses de leur santé.

L'alliance écologique et sociale (AES), qui rassemble organisations syndicales dont la FSU et associations, plaide pour un plan d'urgence de rénovation du bâti scolaire.

Dans un récent rapport, l'AES dresse un constat alarmant et appelle à mettre en place un protocole d'urgence pour les événements climatiques extrêmes ainsi qu'un plan de rénovation du bâti scolaire.